



Éditorial

Qu'a-t-elle appris à l'École, cette jeunesse manipulée qui, suite au drame de Sivens, bloque des établissements scolaires, empêchant d'autres jeunes d'aller en cours, manifeste aux cris de « flics, porcs, assassins » et dénonce pêle-mêle l'expulsion des clandestins et l'incarcération de Nabilla ? Décidément, l'ignorance et le conformisme des bons sentiments se prêtent volontiers aux pires des instrumentalisation ! Quelle ambition a-t-il pour l'École ce ministre qui, face à de tels événements, risquant de surcroît de s'amplifier, déclare que « c'est une émotion sincère qui amène les jeunes à exprimer leur solidarité...et [qui] estime que c'est un droit que d'exprimer cette émotion » (N. Vallaud-Belkacem) ? Comment ne pas voir dans cet écho complaisamment donné aux provocations au désordre de quelques groupuscules d'extrême-gauche le symptôme parfaitement clair d'une collusion idéologique, signalant elle-même un renoncement complet ? Car, ce qu'exprime cette complaisance, laquelle atteint, de la part d'un ministre, des sommets d'irresponsabilité, ce sont ces référents libéraux-libertaires qui ont toujours conduit à oublier que la mission de l'École est d'instruire, de socialiser par la transmission du savoir et d'élever dans l'exercice du sens critique... Pour le Collectif Racine, la refondation républicaine dont l'École a tant besoin exigera de la purger de cette idéologie libérale-libertaire qui lui a causé tant de tort, non, bien entendu, pour lui en substituer une autre — aucune idéologie ne saurait avoir de place dans l'École de la République ! —, mais pour qu'elle retrouve la sérénité nécessaire et le sens de ses missions essentielles. C'est dans cet esprit que cette nouvelle livraison de « La Lettre » est largement consacrée à la question de la sélection à l'École et à l'Université, au principe de la sélection juste, qui est l'égalité bien comprise, et sur lequel il importe de refonder notre système d'enseignement et de formation: il ne renouera avec l'excellence qu'à cette impérative condition !

Alain Avello
 Secrétaire général

L'égalitarisme : négation de l'égalité

C'est à un contresens majeur portant sur l'égalité républicaine qu'est largement imputable le déclin de notre système scolaire et universitaire. L'égalité républicaine, parce qu'elle s'est donc trouvée comprise à contresens, du fait particulièrement de certains sociologues influents — l'on pense principalement ici à Bourdieu et à ses disciples —, a accouché d'un monstre : l'égalitarisme, qui en est l'exact contraire et la plus aboutie des perversions. Et de cette idéologie, le système scolaire a été, pour sa plus grande perte, le champ d'application ! Car l'égalité bien comprise est d'abord l'égalité des droits et des chances qui implique — pour autant que des chances égales soient données à tous — l'émulation par l'effort et la promotion par le mérite. Paul Langevin résumait, en une formule aussi claire qu'incisive, et que nous avons souvent citée, ce que l'École doit être et ce qu'elle doit assurer, au titre de cette exigence d'une égalité bien comprise : « la sélection des meilleurs par la promotion de tous », disait-il, c'est-à-dire une sélection juste, parce que fondée sur les plus justes des critères — les efforts, les talents, le mérite —, permettant l'ascension sociale sur la base de ces justes critères. Au lieu de cela, l'École et l'Université sont réformées depuis des décennies de sorte à ce que le moins de sélection possible soit opérée, au point de largement nier les différences de compétences et d'aspirations qui pourtant, souvent, se manifestent précocement chez les enfants. Sous couvert d'une démocratisation, en contradiction donc avec l'égalité républicaine, les politiques éducatives ont procédé à une massification qui a compromis l'ensemble du système : le collège, d'abord, le lycée, ensuite et jusqu'au premier cycle universitaire. L'idéologie égalitariste érigée en dogme, on a interdit que la « sélection des meilleurs » puisse s'opérer par la « promotion de tous », et l'on a rendu le système profondément inégalitaire.

Suite : page 2

○ LAICITE

Mères voilées : un nouveau recul !

Page 4

○ ACTUALITE

Notre section parisienne communique sur le blocage des lycées

Page 5

Olivier MILZA :

« L'excellence par la sélection juste ! »

Page 3

Cédric LESIEUR :

« Que révèle le refus de sélectionner ? »

Page 2

L'ÉGALITARISME : NEGATION DE L'ÉGALITE (suite)

C'est au titre de ce pernicieux égalitarisme, c'est-à-dire de l'égalité comprise à contresens, qu'on a mis en place, dans les années 70, le « collège unique » qui a condamné ceux des enfants qui se seraient réalisés et épanouis dans des filières manuelles et techniques à suivre le même enseignement que ceux davantage disposés à se réaliser dans le cadre des savoirs théoriques. L'on a ce faisant, par égalitarisme donc, étouffé les compétences des uns comme des autres, interdit la réalisation des talents de chacun, produit un échec scolaire massif, et nourri la violence scolaire qui en découle.



On a, par égalitarisme toujours et encore, prétendu conduire tous les jeunes au Baccalauréat : sous le prétexte égalitariste de n'opérer aucune sélection, on a permis à la quasi-totalité d'une classe d'âge d'obtenir un Bac *de facto* profondément dévalorisé, mais autorisant la poursuite d'études longues à l'Université.

Ici, ce qu'a de profondément pernicieux le contresens égalitariste apparaît dans toute son ampleur : une sélection autrement plus brutale et injuste s'opère dans les faits : le taux d'échec en première année de Licence est massif, et les étudiants qui obtiennent des diplômes universitaires, souvent largement dévalorisés eux aussi, sont pourtant tenus avec leurs parents dans l'illusion que leurs études leur permettront une meilleure réussite sociale qu'eux, lors même qu'ils ne parviennent pas à faire valoir ces diplômes sur le marché du travail !

L'hypothèque pesant sur notre système scolaire est donc devenue quasi-totale, à l'exception notable de certains secteurs, tels, par exemple, les classes préparatoires où demeure l'élitisme républicain qui n'est qu'un autre nom de l'égalité bien comprise – autant dire que nous voulons, pour notre part, réformer la totalité du système sur le modèle de ces classes d'excellence ! Car oui, et sans réserve, nous voulons réinscrire l'École et l'Université dans la tradition de l'égalité républicaine !

Alain Avello

Que révèle le refus de sélectionner ?

Alors qu'il est régulièrement accusé d'être élitiste, le système éducatif français est aujourd'hui caractérisé par un défaut de sélection, dont les racines et les manifestations sont bien connues. Loin d'être un fait isolé et propre à l'école, cette incapacité à discriminer (au sens étymologique) s'inscrit dans une tendance lourde des sociétés post-modernes. De quoi le défaut de sélection, puissant facteur de dysfonctionnement de l'Éducation nationale, est-il la manifestation ?

Sur un plan anthropologique, tout d'abord, on peut y voir une naïveté angélique. Croire que l'école sans sélection peut jouer son rôle, c'est adhérer à une conception radicalement optimiste de l'être humain ; c'est ignorer que c'est la peur du gendarme, c'est le Léviathan, qui font fonctionner la société. Bref, croire que l'école peut se passer du couperet de la sélection comme facteur d'émulation, c'est (schématiquement) choisir Rousseau contre Hobbes, la nature (fantasmée) contre la culture et les rigueurs qu'elle impose.

Sur un plan culturel, c'est le relativisme, l'individualisme et l'hédonisme que révèle la non-sélection des élèves. La sélection, qui possède une dimension éminemment positive, n'est plus perçue que négativement, comme une forme de discrimination. L'acte de choisir implique en effet de tracer une limite entre des personnes, mais aussi une limite dans le parcours d'un individu. Limite rationnellement établie, philosophiquement fondée, limite nécessaire, mais limite intolérable aux yeux de certains car elle est basée sur le réel, irréductible aux mythes contemporains. La sélection est la négation dans les faits de la métaphysique de l'illimité qui sous-tend le projet dit progressiste, libéral-libertaire.

Sur un plan historique, elle incarne le tournant anti-autoritaire des sociétés occidentales depuis les années 1960. Le discrédit

porté sur l'autorité et ceux qui la portent s'est nourri de l'expérience des régimes autoritaires du XXe siècle et surtout du réductionnisme opéré par une tradition historiographique qui assimile l'autorité à l'autoritarisme, et le conservatisme aux fascismes. En tant que manifestation de l'autorité qui la légitime, la sélection est depuis lors vouée aux gémonies, à plus forte raison depuis que Bourdieu a fait triompher l'idée – elle aussi réductionniste – que la sélection serait aussi l'outil de la reproduction sociale. Pire, cette logique étant intériorisée, la sélection légitime et objective, impossible, ne serait au mieux qu'une chimère.

Sur un plan politique et idéologique, enfin, on peut affirmer que le choix de ne pas sélectionner révèle la véritable nature de l'Éducation nationale en tant qu'institution : si l'on estime que tout élève – ou presque – peut suivre un enseignement général jusque 15 ans minimum, et ce en dépit de l'énorme hétérogénéité des classes de collège, cela signifie que l'enseignement dispensé est avant tout considéré comme un apprentissage « citoyen » et non comme une véritable formation intellectuelle. A quoi bon autrement s'acharner à conserver systématiquement jusqu'en troisième des élèves – nombreux – n'ayant pas le niveau de sixième ? En somme, le manque de sélection révèle le primat de idéologie sur le savoir (phénomène jusqu'alors observé dans les seuls régimes totalitaires!).

Ces perspectives convergent vers l'idée que la question de la sélection est centrale. Elle se trouve à un point nodal entre diverses tendances anthropologiques, culturelles, historiques et idéologiques. Les dégâts occasionnés par son défaut dans l'Éducation nationale en révèlent pragmatiquement les incohérences et les contradictions.

Cédric Lesieur



L'EXCELLENCE PAR LA SELECTION JUSTE

par Olivier Milza de Cadenet

« **M**ilza, les enfants du peuple ont besoin d'un livre. Pour leurs parents, l'accès au livre, c'est le signe de leur promotion par l'École ».

C'est par ces mots que mon IDEN (Inspecteur Départemental de l'Éducation Nationale) accueillit, un peu fraîchement, ma « méthode » de lecture à partir des « productions des enfants » apprise, en ce mitan des années 1970, dans des Écoles Normales d'Instituteurs, progressivement acquises à la nouvelle « Pédagogie de l'Éveil ».

Pour cet Inspecteur, héritier lointain des « hussards noirs de la République », le Livre – entendez l'héritage des textes littéraires – constituait précisément cet héritage, dont François-Xavier Bellamy déplore l'abandon, que ces enfants des classes populaires devaient rejoindre et conquérir, quitte à les y aider économiquement par des bourses « au mérite ». Je compris, un peu plus tard, que pour lui, la pédagogie « déconstructive » axée sur un savoir « produit par les enfants », et non sur un apprentissage nécessairement vertical des acquis anciens – bref, la culture – loin d'avantager les enfants des classes populaires, n'avantageaient que ceux qui pouvaient, par imprégnation familiale, compenser cette pédagogie « ludique » par l'acquisition « *in utero* » d'un savoir que l'école commençait de désertier.

L'École républicaine sélectionnait en effet. Elle sélectionnait au mérite, non par la « naissance », contrairement aux analyses de Bourdieu, lequel, précisément, doit tout...à cette « sélection » !

Dix ans passent. L'agrégation en poche, je suis professeur de lycée et de collège. Nous sommes entre 1983 et 1995. Je découvre le « collège unique », la démagogie a-culturelle de nombre de mes collègues, devenus les « copains de leurs élèves », le sacrifice de la littérature sur l'autel de la « narratologie », et l'enseignant de l'histoire, réduit à celui des « paradigmes » des « Sciences sociales ». On « déconstruit » le « roman » national, la chronologie disparaît, au même titre que la complexité des mécanismes historiques, par trop « stigmatisante ». L'École mitterrandienne donne le bac à « 80% d'une classe d'âge », un bac au rabais, invendable sur le marché du travail, mais qu'importe ! L'égalité triomphe ! Adieu l'horrible sélection ! Voici venu le temps de la promotion interne de la maternelle au Collège de France, pour les « maîtres » comme pour leurs élèves. Pourtant, suprême escroquerie intellectuelle (et politique), les bien-nés – entendez les enfants de la nouvelle oligarchie de gauche – s'en sortent toujours aussi bien, tandis-que les gosses des milieux populaires rejoignent, avec la bénédiction de mes collègues de gauche, les classes préprofessionnelles et les futurs bac-pros. Je découvre, à cette occasion, le mépris de mes collègues « socialistes », pour les filières techniques que leur idéologie de référence devrait pourtant valoriser ! Car ce n'est pas une école « de droite » qui a détruit l'archéologie « méritante » de l'École républicaine, mais cette école de gauche, égalitariste dans le discours, ségrégationniste dans la réalité. La fin de la sélection profite en fait toujours aux mêmes, tandis-que les enfants du peuple sont rejetés à la périphérie du système, avant que leurs familles ne le soient à la périphérie des métropoles libérales mondialisées, comme le démontre ces temps-ci Christophe Guilluy (« la France périphérique »).

Les années passent. Je deviens universitaire, mais pas en France, où les étudiants parlent, téléphonent, se pelotent, entrent et sortent des amphithéâtres, bref s'inscrivent très logiquement dans une université...non sélective et ...ludique. Je reste toutefois dans l'hexagone où j'enseigne en classes préparatoires de l'enseignement supérieur privé. Étrangement, cette filière accueille certes des jeunes gens issus de « bon milieu », mais aussi des étudiants issus de familles plus modestes qu'un système de bourses propulse – de façon très républicaine d'ailleurs ! – vers ces filières d'excellence.

Las ! Nous venant d'un lycée non sélectif, produisant un enseignement « simplifié », les voici, tous, en difficulté, confrontés – tardivement – à la complexité des savoirs !

Qu'importe ! Sciences-po, pour ne prendre qu'un exemple, celui que je connais le mieux, décide de passer outre à ces sélections « ringardes » par la culture ! De fait, l'IEP de Paris décide un beau jour de supprimer l'épreuve de « culture générale », jugée « socialement stigmatisante », tandis-que l'épreuve d'histoire se voit réduite à un programme...de lycée, soit un ensemble de grands blocs « paradigmatiques » où, pour ne prendre qu'un exemple, l'histoire de l'Empire français (au demeurant contradictoire) se voit réduite à celle des « représentations coloniales » à partir de l'exposition de 1931. Et pour substituer à la sélection par le mérite une sélection par une autre forme de naissance, on instaure des filières d'intégration aux IEP réservées aux enfants des banlieues défavorisées, dispensés du concours. Venir de la bourgeoisie devient un handicap ! Récemment, plusieurs académies ont d'ailleurs supprimé des classes préparatoires, alors que la véritable sélection juste, consiste précisément à aider des élèves venus des catégories populaires à y accéder, mais...pour passer les concours !

Petit-fils de deux ouvrières françaises mariées avec des travailleurs immigrés italiens (devenus français), je suis le pur produit de cette école républicaine et de cette sélection par le mérite. A l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, où je fus admis naguère en candidat libre pour préparer l'agrégation, je découvris d'ailleurs qu'une majorité de mes camarades, formés dans le « moule » de cette « horrible » création napoléonienne, étaient issus de milieux ruraux : gosses pauvres, repérés et « poussés » par les derniers instituteurs républicains. Il y a quelques semaines, un collègue de « prépa », toujours professeur en collège, me conta que, lors de sa première inspection, on lui fit cet étonnant reproche : « Eh bien, ce n'est pas mal mais, le problème...c'est que vous faites cours » !!

Entendez qu'il dispensait un cours magistral, certes émaillé de questionnements aux élèves, mais un cours ! Horreur. Il n'avait pas saisi que désormais, il ne fallait pu « apprendre », mais « apprendre à apprendre ». On comprend mieux le mauvais classement de notre système éducatif dans les évaluations internationales.

Il ne s'agit pas de revenir au passé, sauf quand ce passé demeure « une idée neuve ». La sélection juste amène chacun à donner le meilleur de lui-même à l'échelle de ses possibilités, mais aussi de ses talents. Un bon ouvrier, un bon artisan, un bon professeur ont été repérés, promus, mis en valeur. Tout le monde ne peut pas enseigner l'histoire. Mais tout le monde ne sait pas tourner un pied de chaise ou fraiser une pièce de métal.

Très logiquement hélas, la « déconstruction » actuelle de la république découle de cette ancienne « déconstruction » de l'école post-1968. Sur cette dialectique d'un « suicide », Eric Zemmour fait un constat sans appel.

Il est urgent de revenir, dans le contexte de notre modernité bien sûr, à une École de l'excellence qu'aucun grand pays développé n'a d'ailleurs bradée, comme nous l'avons fait. En Chine comme au Japon, en Allemagne comme aux USA, on ne renonce pas à cette évidence que résume la formule célèbre de J.-P. Chevènement : « Le meilleur moyen « d'apprendre à apprendre »...c'est encore d'apprendre ! »

Olivier Milza de Cadenet
Historien, Collectif Racine 75

- Ancien instituteur
- Ancien professeur de collège et de lycée
- Ancien Professeur à l'École Supérieure de Gestion
- Ancien professeur de classes préparatoires (HEC, IEP) dans l'enseignement supérieur privé (IPESUP, ISTH)
- Actuellement professeur en classes préparatoires (Sciences-Po) chez Climax (Versailles)
- Professeur agrégé d'Histoire.
- Coauteur de « L'Histoire du XX^e siècle » (Hatier).
- Coauteur du Tome III de l'Histoire Universelle (Larousse)
- Auteur de « Histoire de l'Autriche » (Hatier).
- Auteur de « Immigration et politique en France » (Complexe).
- Promu en 2012 Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur sur demande de M. Laurent Wauquiez, ancien Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Nota : il ne s'agit pas ici de faire assaut de titres, mais de me situer.

« La laïcité comme exception » communiqué de presse d'Alain Avello - 30 octobre 2014

A l'initiative du ministre de l'Éducation nationale, la laïcité, principe pourtant fondateur de l'École de la République, vient d'enregistrer un nouveau recul. Madame Vallaud-Belkacem, se fondant sur un rapport du Conseil d'État de décembre 2013, lequel estimait les accompagnatrices des sorties scolaires non soumises à la neutralité religieuse, affirmait récemment en effet que l'acceptation « de [la présence des mères voilées] aux sorties scolaires doit être la règle et le refus l'exception ».

Cette position constitue un recul sans précédent, attendu que les prédécesseurs de Madame Vallaud-Belkacem avaient toujours, jusque-là, maintenu la possibilité d'interdire ces revendications religieuses dans l'espace périscolaire. Pis, accepter dans ce cadre la présence des mères voilées répondrait, de l'aveu même du ministre, au souci de « renouer [la] confiance » et d'« éviter les tensions »...

Ici, la triste réalité du renoncement de la République à elle-même, sans fard, se révèle : sous prétexte d'accéder aux revendications communautaristes et religieuses, et dans l'espoir incertain de maintenir un semblant de paix sociale, il lui faudrait se renier en reculant sur ses principes fondateurs. Autant dire que nous condamnons sans restriction pareil renoncement : l'École doit être au contraire le creuset de l'assimilation républicaine, ce qu'elle ne saurait être sans un respect scrupuleux et une application intransigeante du principe de laïcité !



Communiqué des enseignants patriotes de Seine-Saint-Denis (Collectif Racine), suite au meeting de Nicolas Sarkozy

Vendredi 7 novembre, lors de son meeting de la Porte de Versailles, Nicolas Sarkozy, dont le texte « républicain » avait été écrit par Henri Guaino, a fustigé le « nivellement scolaire et les classes sans notes ».

A ceux qui auraient la naïveté de céder à ce chant des sirènes « républicain », et à Nicolas Sarkozy lui-même, il importe de rappeler ce que fut la politique éducative du quinquennat précédent.

Luc Chatel a-t-il oublié que, ministre de l'éducation nationale, il a multiplié les expérimentations de classes sans notes, appuyé par Jean-Michel Blanquer, autre proche de l'ancien président, grand promoteur des innovations pédagogiques en tout genre, qui était alors recteur de l'académie de Créteil (dont il voulut faire une académie 100% innovation) et qui fut ensuite bombardé n°2 de l'éducation nationale (directeur de la DGESCO) ?

L'auteur de ces lignes, alors enseignant en collège, se souvient des pressions sans fin de la hiérarchie, pour pousser les professeurs à abandonner la note, si traumatisante pour l'élève. Et Nicolas Sarkozy était à l'Élysée. Ignorait-il la politique de son ministre ? Aurions-nous dû l'avertir ?

Las ! Le mensonge et la falsification n'ont qu'un temps. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy vit le triomphe, rue de Grenelle, des pédagogistes de tous poils, et fut marqué par une déconstruction sans précédent des principes fondamentaux de l'éducation nationale, avec, notamment la mise en place des réseaux CLAIR (collège, lycée pour l'ambition, l'innovation et la réussite, aujourd'hui baptisés REP+) qui autorisent les EPLE du Second degré à s'affranchir des programmes nationaux.

Najat Vallaud-Belkacem a le mérite d'assumer une politique qui s'inscrit dans la parfaite continuité de celle de Luc Chatel. Elle eût pu être et elle sera peut-être ministre de l'éducation nationale de Nicolas Sarkozy.

Derrière les grands mots, il y a la réalité. La seule à défendre aujourd'hui une vision authentiquement et sincèrement républicaine de l'École, c'est Marine Le Pen !



Communiqué de la section parisienne du Collectif Racine, suite aux blocages de lycées parisiens (7 novembre 2014)

Le jeudi 6 novembre, 25 lycées parisiens et 3 lycées de la banlieue parisienne ont été bloqués, les entrées étant obstruées par des poubelles et des matériaux divers. Quelques heurts ont eu lieu au lycée Hélène Boucher (Paris 20ème) où des professeurs ont été molestés et ont du se retrancher dans l'établissement.

Les manifestants se sont rassemblés à 11 Heures place de la Nation et ont perturbé la circulation. D'autres groupes de lycéens se rassemblaient place de la Bastille, pour atteindre la place d'Italie...

Ces manifestations ont été lancées par le MILI (Mouvement Inter Luttes Indépendant), groupuscule d'extrême gauche proche du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) pour « protester contre les violences policières ». Olivier Besancenot, fondateur du NPA déclarait d'ailleurs fièrement à la télévision qu'il était « rafraichissant de voir tous ces jeunes manifester »...

Le vendredi 7 novembre ce mouvement de blocage continue dans une vingtaine de lycées parisiens, et des blocages ont été signalés ailleurs en France comme à Rouen, et à Limoges. Le mouvement veut également s'étendre à d'autres lycées français, et avoir d'autres axes de lutte tels que la protestation contre l'expulsion d'étudiants sans papiers, l'antifascisme, le droit au logement... et une AG décidera de la suite à donner à ces manifestations.

La section parisienne du Collectif Racine dénonce avec la plus grande fermeté ces agissements, les lycéens ne pouvant être pris en otage par des groupuscules gauchistes minoritaires et non représentatifs, et instrumentalisés par des intérêts partisans. La mort d'un jeune homme, toujours dramatique, ne doit en aucun cas être l'objet d'une telle récupération politique.

Le Collectif Racine invite tous les lycéens à retourner en classe, pour y étudier sereinement, car l'École ne peut pas, et ne doit pas être un lieu de revendication politique !

Alain Dubreuil,
Secrétaire du Collectif Racine 75

Face aux blocages des lycées parisiens et aux manifestations prenant pour prétexte le drame de Sivens (décès du jeune Rémi Fraisse), la section parisienne du Collectif Racine se montre particulièrement vigilante, d'autant que le phénomène pourrait s'amplifier. Il en dit long sur une jeunesse privée de repères que l'École ne cherche plus à réellement instruire et à élever dans l'exercice du sens critique.

Communiqué de la section parisienne du Collectif Racine, suite aux nouvelles manifestations lycéennes à Paris (14 novembre 2014)

La semaine dernière, 25 lycées parisiens et 3 lycées de banlieue ont été bloqués les jeudi 6 novembre et vendredi 7 novembre, et des manifestants ont perturbé la circulation en centre ville.

Ces manifestations ont été lancées par le MILI (Mouvement Inter Luttes Indépendant), groupuscule d'extrême gauche proche du Nouveau parti Anticapitaliste (NPA) pour « protester contre les violences policières »...

La seule réaction du gouvernement, loin de condamner de tels agissements, a été celle de la Ministre de l'Éducation Nationale, Nadjat Vallaud Belkacem qui a déclaré que « *c'est une émotion sincère qui amène les jeunes à exprimer leur solidarité...et j'estime que c'est un droit que d'exprimer cette émotion* ».

Aussi, forts de ce soutien implicite, les syndicats lycéen FIDL et étudiant UNEF, ont appelé à une nouvelle série d'actions. Ce n'est donc plus un mouvement spontané, mais un mouvement concerté, ayant pour objet d'étendre la contestation étudiante dans plusieurs domaines (la répression policière, les expulsions d'étudiants sans papiers, le droit au logement... et même la libération de Nabilla !)

Cette semaine la contestation a débuté en Seine Saint Denis, où 6 établissements scolaires étaient bloqués ce lundi 10 novembre. Des débordements ont eu lieu au Lycée Paul Eluard de Saint Denis (incendie, voitures cassées, station de Métro Saint Denis fermée...).

Le jeudi 13 novembre, dix lycées parisiens étaient bloqués par des lycéens selon la police (et un seul selon le Rectorat, tentant comme toujours de minimiser la situation!). Ces manifestations doivent continuer le vendredi 14 novembre, avec des défilés entre la Place de la Nation et celle de la Bastille. Il y eu des bagarres le jeudi 13 entre les manifestants et les forces de l'ordre, plusieurs véhicules de police étant endommagés, les manifestants finissant leur trajet en envahissant la Faculté de Tolbiac. Bien sûr il n'y a eu aucune interpellation...Les forces de police en étant réduites à prendre des coups sans avoir le droit de répliquer, de peur de faire mal à ces chères têtes blondes innocentes !

Alain Dubreuil,
Secrétaire du Collectif Racine 75

Depuis la dernière livraison de la « Lettre », deux nouvelles sections départementales ont vu le jour

Section de Gironde

Le 18 octobre 2014 a eu lieu, à Bègles, le lancement de la 8e section du Collectif Racine : celle de Gironde (33), en présence d'Alain Avello, secrétaire général du Collectif Racine, et de Nathalie Le Guen, secrétaire départementale du Collectif Racine pour la Gironde.



Section de l'Allier

Le 8 novembre 2014 a eu lieu, à Vichy, le lancement de la 9e section du Collectif Racine : celle de l'Allier (03), en présence de Valérie Laupies, conseillère de Marine Le Pen aux affaires scolaires, d'Alain Avello, secrétaire général du Collectif Racine, de Mathéo Manuel, secrétaire départemental du Collectif Racine pour l'Allier, et de Claudine Lopez, secrétaire départementale du FN 03 – qu'elle soit remerciée pour son accueil !



Événement à venir

Valérie Laupies, conseillère de Marine Le Pen aux affaires scolaires et responsable du Collectif Racine des Bouches-du-Rhône, donnera une conférence sur l'École, le 21 novembre prochain à Marseille

de la fédé

Les conférences

**L'école en crise :
les solutions des patriotes**



PAR VALÉRIE LAUPIES
Enseignante et directrice d'école
Présidente du groupe FN au Conseil municipal de Tarascon - Conseiller régional

FÉDÉ FN RENSEIGNEMENTS
9 RUE LOUIS MAUREL 04.91.91.80.30
13006 MARSEILLE 06.65.86.4713

VENDREDI 21 NOVEMBRE 18H45



Collectif Racine
Les enseignants
patriotes



Nous contacter

78, rue des Suisses 92000
Nanterre
Courriel :
presse@collectifracine.fr

BULLETTIN D'ADHESION



Coupon à retourner à :
78, rue des Suisses
92000 Nanterre
secretariat@collectifracine.fr

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTALE _____ VILLE _____
TEL _____ PORTABLE _____
MEL _____ DATE DE NAISSANCE ____ / ____ / ____

> JE SUIS ENSEIGNANT
MATIERES ENSEIGNEES _____
NIVEAUX _____
TYPES D'ETABLISSEMENT _____

> AUTRES (PRECISER) _____

Adhésion simple : 25€
 Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20€
 Je souhaite faire un don de : _____ € (montant libre)

Chèques à l'ordre du « Collectif Racine »

Signature :